

M. Allmand: Madame la Présidente, si la durée de mon discours était illimitée, comme c'est le cas pour les chefs de parti, j'aurais pu continuer pendant des heures et des heures à vous donner des exemples de régions oubliées. Ce matin, le premier ministre s'est vanté de sa victoire aux dernières élections, mais nous nous devons de lui rappeler qu'il n'a remporté la majorité des voix que dans deux des dix provinces. Ainsi, dans le Canada atlantique, le Parti libéral a obtenu la très grande majorité des voix et des sièges. Et dans certaines régions économiquement sous-développées, comme le nord de l'Ontario, le gouvernement n'a pas fait élire de candidats. Il n'a d'ailleurs remporté aucun siège dans les Territoires du Nord-Ouest et au Yukon.

Les régions qui ont été oubliées envoient un message au gouvernement. Elles lui rappellent qu'il n'a pas remporté la majorité des suffrages exprimés. Madame la Présidente, j'espère que le gouvernement s'en souviendra quand il s'apprêtera à appliquer certains des programmes qu'il étudie actuellement au Cabinet—quand il réduira les programmes—j'espère qu'il se rappellera que la majorité des électeurs canadiens n'ont pas accepté son programme. Je crois que c'est le chef de mon parti qui mentionnait hier le fait que 56 p. 100 des électeurs ont rejeté le gouvernement et ses programmes. Le gouvernement a obtenu la majorité des voix exprimées dans deux provinces seulement, au Québec et en Alberta. Ils n'ont donc pas reçu carte blanche et ils feraient mieux de ne pas l'oublier. Ce qui est amusant, madame la Présidente, c'est qu'ils ne veulent pas en entendre parler. Comme beaucoup d'entre eux n'étaient pas parmi nous à l'époque, j'invite les ministériels qui ronchonnet aujourd'hui à lire les discours que les Conservateurs ont prononcés ici entre 1980 et 1984 dans le cadre, par exemple, du débat sur le Programme énergétique national. Ils prétendaient que nous étions sans mandat parce que nous n'avions pas la majorité en Alberta. Et pourtant, nous avons la majorité au Parlement et nous estimions que c'était la chose à faire. Alors, un peu de logique!

Je suppose que c'est trop leur demander que d'être logiques!

M. Hopkins: Merci, madame la Présidente. Je demanderais au collègue qui vient de parler s'il a remarqué que, dans le discours qu'il a prononcé ce matin, le premier ministre (M. Mulroney) a essayé désespérément de minimiser le rôle de l'argent que les groupes de pression ont versé dans la lutte électorale dans les dix derniers jours de la campagne. Il a également mentionné les régions, mais en prenant soin d'omettre l'est de l'Ontario, où le développement régional est au point mort.

L'Adresse—M. Allmand

Dans son discours, le premier ministre a déclaré que nous accusions les Conservateurs d'avoir acheté les élections. Au contraire. . .

La présidente suppléante (Mme Champagne): A l'ordre. Je pensais que le député poserait des questions sur le discours de son collègue et non pas sur un discours antérieur.

M. Hopkins: Merci beaucoup, Madame la Présidente, mais comme les deux sont étroitement liés, il est plutôt difficile de parler de l'un sans parler de l'autre.

Des voix: Bravo!

M. Hopkins: Madame la Présidente, les députés d'en face sont manifestement d'accord avec moi.

Le député connaît très bien les régions et les programmes de développement régional. Il connaît également la situation de l'emploi au Canada.

Des voix: Bravo!

M. Hopkins: Sait-il qu'il y a des régions pour lesquelles nous n'avons pas de chiffres précis sur le chômage parce que Statistique Canada les amalgame à d'autres régions plus prospères? Je me demande si le député a une opinion là-dessus étant donné ce qu'il a dit au sujet du chômage et des régions laissées pour compte.

M. Allmand: Madame la Présidente, les chiffres sur l'emploi prêtent à confusion. Beaucoup de Canadiens ne se rendent pas compte qu'on n'établit pas les chiffres en comptant simplement les chômeurs, mais au moyen d'enquêtes. Ce système tend évidemment à oublier les régions les moins peuplées. Nous obtenons les taux des régions peuplées, mais les enquêtes ne sont pas aussi complètes. Par exemple, on fausse les chiffres, à mon avis, en vous comptant comme personne active si vous travaillez une heure dans la semaine.

Il y a bien d'autres choses. La façon de compter ceux qui sont en dehors de la population active, donc chômeurs, déforme aussi un peu les faits. Mais à propos de votre première question, les efforts du premier ministre pour embellir la situation lui sont caractéristiques, à lui et à un gouvernement conservateur qui sont des as du discours politique, de l'affectation et de la dissimulation.

J'étais content d'entendre ce que le premier ministre m'a dit le 19 décembre, mais j'ai vite déchanté quand il a laissé le secrétaire d'État chargé des langues officielles affirmer exactement le contraire en français au Québec et donner l'impression qu'il agissait différemment envers les anglophones et les minorités linguistiques à l'extérieur du Québec d'une part, et envers les francophones du Québec d'autre part. Tolérer ainsi deux politiques totalement différentes n'est pas acceptable, madame la Présidente.